



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

MARCHÉ PUBLIC PASSE SELON LA PROCEDURE ADAPTÉE

***EN APPLICATION DES ARTICLES R.2123-1 À R.2123-3
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE***

Maître de l'ouvrage/ Acheteur :
ETAT - MINISTERE DES ARMÉES
Service d'infrastructure de la Défense Ile-de-France

Maitre d'œuvre :
SID IDF – USID VILLACOUBLAY -
Chef de la section travaux ou son représentant

Objet du marché :
CLAMART (92) - ILOT PERCY - Mise en conformité de l'hélistation –
Clauses communes

I.	DÉFINITION DE L'OPÉRATION	3
1.	MAÎTRE DE L'OUVRAGE, MAÎTRE D'OEUVRE, ETC.....	3
2.	DESCRIPTION GENERALE DES TRAVAUX.....	3
3.	INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	4
4.	REGLES DU SITE	4
5.	CONNAISSANCE DES LIEUX.....	5
6.	RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE DU TERRAIN	5
7.	NATURE DU SOL EN PROFONDEUR	5
II.	RAPPEL DE LA RÉGLEMENTATION	5
1.	RÉGLEMENTATIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DU MARCHÉ	7
2.	RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE	11
3.	MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	13
4.	RÉGLEMENTATIONS ET DOCUMENTS CITÉS DANS LES CCTP	15
III.	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES.....	16
IV.	CONTENU DU PRIX DU MARCHÉ	16
V.	RÉGLEMENTATIONS CONCERNANT LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ DES OUVRIERS.....	17
1.	PASSERELLES - PROTECTIONS - ETC. DES TRANCHÉES	18
VI.	OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS.....	18
1.	DÉMARCHES ET AUTORISATIONS.....	19
2.	BRUITS DE CHANTIER.....	19
3.	CANALISATIONS ET CÂBLES ÉVENTUELLEMENT RENCONTRÉS	19
4.	LIAISON ET COORDINATION INTERENTREPRISES	19
5.	LIAISON AVEC LES ENTREPRISES DE BÂTIMENT	19
6.	TRAVAUX SOUS-TRAITÉS	20
7.	SALISSURES DU DOMAINE PUBLIC	20
8.	PROPRETÉ DU CHANTIER - NETTOYAGES	20
9.	REMISE EN ÉTAT DES LIEUX.....	20
VII.	PIÈCES À FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR	20
1.	ÉTUDES TECHNIQUES - PLANS D'EXÉCUTION.....	21
2.	PLANS DE RECOLLEMENT	21
3.	IMPLANTATIONS - PIQUETAGES.....	22

Annexe 1 : Bruits de chantier

Annexe 2 : Déchets de chantier

I. DÉFINITION DE L'OPÉRATION

Situation : L'hélistation de l'hôpital PERCY sert en utilisation dégradée à l'accueil de patients pour le service des urgences. Cette utilisation dégradée est due aux défauts apparus au cours du temps sur la couche de roulement, les appareils d'aide à la navigation et le balisage. Le présent marché vise à mettre en conformité cette plateforme vis-à-vis de ces défauts.

Particularités : L'hélistation se situe en plateforme dans un lieu nécessitant une continuité d'accès, la plateforme sera déclarée inutilisable temporairement pour les travaux auprès de la DIRCAM, cependant, l'activité des unités au sol ne sera pas arrêtée.

1. MAÎTRE DE L'OUVRAGE, MAÎTRE D'OEUVRE, ETC.

Maître de l'ouvrage : HIA PERCY

Conducteur d'opération : USID Villacoublay Section Travaux

Maître d'œuvre (MO) : USID Villacoublay Section Travaux

Bureau de contrôle : Socotec Construction

OPC : USID Villacoublay Section Travaux

CSPS : Bureau VERITAS

Dans toutes pièces du CCTP, le terme « maître d'œuvre » s'entend comme « Concepteur maître d'œuvre ».

2. DESCRIPTION GENERALE DES TRAVAUX.

Les prestations des titulaires comprendront :

Lot 1 et Lot 2 :

- la fourniture des plans d'exécution, notes de calculs, études de détails et autres documents (fiches matériels, PV d'essais, etc) conformément aux attendus définis dans le CCAP ;
- la mise en place des installations de chantier ;
- la consignation des installations suivant la réglementation en vigueur (norme C18-510) ;
- le nettoyage du chantier et la protection des ouvrages ;
- la fourniture du dossier des ouvrages exécutés ;
- la gestion des déchets ;
- les épreuves, contrôles et essais ;

Lot 1 :

- le rabotage de la couche de béton bitumineux de la plateforme ;
- la réfection de la couche de béton bitumineux de la plateforme ;
- la réfection du balisage diurne ;
- la reprise des systèmes de captation, de canalisation et de séparation des eaux pluviales
- la reprise de l'étanchéité de l'édicule ascenseur, concourant à la prise en charge des patients arrivant sur l'hélistation ;
- la mise en conformité des équipements de protection des personnes à la chute autour de la plateforme et de son cheminement périphérique ;

Lot 2 :

- la modification de la protection du départ pour le contrôle commande, le balisage nocturne dans le TGBT et les instruments d'aide à la navigation ;
- le rainurage de la plateforme pour le cheminement des câbles ;

- la fourniture, la pose et le raccordement des câbles liant le TGBT au balisage nocturne, au contrôle commande et aux instruments d'aide à la navigation ;
- la fourniture, pose et raccordement du balisage nocturne ;
- la fourniture, pose et raccordement du contrôle commande ;
- la fourniture, pose, raccordement et calage des instruments d'aide à la navigation ;

Tous les ouvrages décrits au présent CCTP s'entendent pour des travaux en parfait achèvement, et comprennent toutes les sujétions nécessaires à la mise en œuvre, ainsi que toutes reprises, rattrapages, et réfections des ouvrages.

D'une manière générale, tous les travaux comprennent la fourniture, le transport, la mise en œuvre des matériels ainsi que des moyens matériels et humains permettant leur réalisation.

3. INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les installations de chantier à réaliser par les titulaires ainsi que les facilités qui lui sont accordées sont décrites à l'article 7.4 du CCAP.

Un point d'attention est à prendre en compte, la séparation des installations entre le titulaire du lot 1 et le titulaire du lot 2 sera opérée conformément à l'article 7.4 du CCAP.

4. REGLES DU SITE

Horaires de travail de l'emprise

Au sein du HIA PERCY, l'activité a lieu toute la semaine à toute heure dû à la présence d'un service d'urgence, cependant, il sera demandé au titulaire de respecter des horaires de travaux de 8h à 17h du lundi au vendredi.

Horaires décalés

Les horaires décalés sont recommandés pour assurer la continuité de l'activité de l'emprise et ne pas opérer de coupure du réseau pendant les périodes d'activité.

Le maître d'œuvre sera en capacité de demander un travail sous tension pour conserver la continuité de l'activité de l'emprise

La durée et les dates des coupures seront communiquées au moins deux semaines à l'avance.

Interdictions particulières

Il est notamment interdit à l'intérieur du site :

- D'introduire des armes, animaux, boissons alcoolisées ;
- De photographier ou filmer sans autorisation.

Travail en milieu occupé

Le titulaire intervient en site occupé, sur un site hospitalier. . Cela signifie que les activités des personnels seront amenées à continuer pendant toute la durée des travaux. A cet effet, le titulaire devrait apporter un soin particulier aux règles suivantes :

- Balisage des zones de travail ;
- Respect strict des circulations prévues ;
- Respect des zones de stockages des matériels et des déchets générés ;
- Assurer un nettoyage quotidien des zones de travail.

État actuel du terrain

Le terrain actuel est une plateforme de 1350m² sur structure poteaux poutre béton.

État du terrain lors de la mise à disposition des entreprises

Le terrain sera mis à disposition des entreprises dans son état actuel comme défini ci-avant,

Accès du terrain

L'accès du chantier pour les entreprises se fera par les escaliers pour les personnels, le matériel et les matériaux le permettant.

Des matériels de manutention appropriés pourront être mis en place avec un accord préalable du maître d'œuvre.

5. CONNAISSANCE DES LIEUX

Les entrepreneurs sont réputés par le fait d'avoir remis leur offre :

- s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- avoir pris parfaite connaissance de l'état du terrain qui leur sera livré ;
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

6. RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE DU TERRAIN

Dans un délai de 10 (dix) jours à compter de la date de notification du marché ou de l'ordre de service, l'entrepreneur devra faire exécuter par un géomètre agréé par le maître de l'ouvrage, le relevé topographique du terrain actuel, selon indications qui lui seront données par le maître d'œuvre.

L'entrepreneur remettra au maître d'œuvre un contre-calque et deux tirages du ou des documents.

7. NATURE DU SOL EN PROFONDEUR

Aucun sondage n'a été effectué sur le site destiné à la réalisation des présents travaux. Si l'entrepreneur le juge utile, il pourra procéder, à ses frais, à toutes les investigations qu'il jugera utile pour connaître la nature du sol en profondeur, par pénétromètre ou autre méthode de son choix.

L'entrepreneur remettra au maître d'œuvre en un original + deux doubles, tous les documents consignants les résultats de ces sondages et essais de sol.

II. RAPPEL DE LA RÉGLEMENTATION

Il est ici rappelé la réglementation essentielle applicable dans le domaine du BTP, à laquelle les entrepreneurs seront soumis.

Marchés publics

On entend par « Marchés publics », les marchés passés par :

- l'État et ses établissements publics ;
- les collectivités locales et leurs établissements publics.

Ces marchés publics sont régis par :

- le Code de la commande publique ;
- le CCAG — Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux.

Types de marchés « à prix global forfaitaire » ou « à prix unitaire »

Les présents marchés sont de type : marché « à prix global forfaitaire ».

Le marché « à prix global forfaitaire » est celui où les prestations demandées à l'entrepreneur sont parfaitement définies par le maître d'ouvrage, et où le prix global est fixé par l'entrepreneur en bloc et à l'avance.

Le dossier de consultation définit d'une manière précise l'objet du marché et les caractéristiques des travaux à prévoir.

En cas d'incertitude ou s'il apparaît sur les documents du dossier de consultation des divergences, des omissions ou des erreurs, l'entrepreneur devra prendre tous renseignements qui lui paraissent nécessaires auprès des personnes ou organismes habilités.

Le prix global forfaitaire indiqué par l'entrepreneur doit correspondre à des travaux livrés entièrement terminés.

Ne peuvent pas être considérés comme « travaux supplémentaires » et donner lieu à paiements complémentaires, tous les travaux et fournitures nécessaires pour livrer au maître d'ouvrage l'objet du marché en complet et parfait état d'achèvement.

Il faut rappeler également que dans ce type de marché, le devis ou cadre de décomposition du prix annexé à l'offre de l'entrepreneur n'a en général pas de valeur contractuelle, et que dans le cas de divergences, seul le montant porté sur l'acte d'engagement ou sur la soumission est retenu par le maître d'ouvrage.

Il est rappelé ci-dessous les textes essentiels à ce sujet :

- Code civil — article 1793 : lorsqu'un entrepreneur est chargé de la construction à forfait d'un bâtiment, d'après un plan arrêté et convenu avec le propriétaire du sol, il ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte de l'augmentation de la main d'œuvre ou des matériaux, ni sous celui de changements ou d'augmentations faits sur ce plan, si ces changements ou augmentations n'ont pas été autorisés par écrit.
- CCAG — Marchés publics — articles 10.2 et 11.22 : est prix forfaitaire tout prix qui rémunère l'entrepreneur pour un ouvrage, une partie d'ouvrage ou un ensemble déterminé de prestations défini par le marché et qui ou bien est mentionné explicitement dans le marché comme étant forfaitaire, ou bien ne s'applique dans le marché qu'à un ensemble de prestations qui n'est pas de nature à être répété.

Dans le cas d'application d'un prix forfaitaire, le prix est dû dès lors que l'ouvrage, la partie d'ouvrage ou l'ensemble de prestations auquel il se rapporte a été exécuté ; les différences éventuellement constatées, entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la

décomposition de ce prix, même si celle-ci a valeur contractuelle, ne peuvent conduire à une modification dudit prix.

1. RÉGLEMENTATIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DU MARCHÉ

Obligation de respect de la réglementation

La réalisation des travaux des présents marchés devra impérativement respecter tous les textes, dispositions, spécifications, prescriptions et autres, régissant les travaux objet des marchés.

Sont rappelés ci-après les différents textes, documents et autres constituant cette réglementation.

Tous ces textes, documents et autres constituant cette réglementation sont « pièces contractuelles » des présents marchés (sauf précisions contraires ci-après).

Les textes, documents et autres constituant la réglementation à respecter ne sont pas joints matériellement aux marchés, mais chaque entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement les connaître.

Par la signature de son marché, chaque entrepreneur s'engage à respecter cette réglementation.

Cette réglementation est constituée par :

- les textes législatifs (lois) et les textes réglementaires (décrets, arrêtés, etc.) ;
- les textes et règlements généraux ;
- les textes et documents techniques (notamment DTU).

Obligations contractuelles

Seront documents contractuels pour l'exécution du ou des présents marchés, tous les documents énumérés ci-dessous.

Textes législatifs et textes réglementaires

Toutes les lois, décrets, arrêtés, circulaires et autres concernant tout ou parties des travaux des présents marchés.

Les réponses ministérielles apportent un éclairage à un moment donné sur un sujet qui peut intéresser les acteurs de l'acte de construire.

La réponse à une question écrite n'a pas de valeur normative. Textes et règlements généraux

Devront être respectés ces textes et règlements dans la mesure où l'exécution des travaux des présents marchés entre dans leur domaine d'application :

- Code civil.
- Code de la construction et de l'habitation.
- Code de la santé publique.
- Code du travail.
- Code général des collectivités territoriales.
- Code de l'environnement.
- Code des marchés publics et code de la commande publique.

- Code de l'urbanisme.
- Code de la consommation.
- Règlement sanitaire national et/ou départemental.
- Réglementation sécurité incendie.
- Textes relatifs à la sécurité et à la protection de la santé sur les chantiers.
- Législation concernant les conditions de travail et l'emploi de la main-d'œuvre.
- Textes relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement.
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier.
- Textes concernant les déchets de chantier.
- Législation concernant les travaux de désamiantage.
- Règlements municipaux et/ou de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier.
- Règles Véritas-Socotec-Sécuritas.
- Et tous autres textes réglementaires et législatifs ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc.

Textes et documents techniques Marchés publics

Le décret modifié du 26 janvier 1984 rend obligatoire l'application des normes françaises homologuées dans les marchés passés par l'État, les collectivités territoriales et leurs établissements publics, sauf cas particuliers énumérés dans le décret.

En application des dispositions du Code des marchés publics, a été institué par décret, un Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux du bâtiment constitué principalement par les Cahiers des clauses techniques DTU et les Règles de calcul DTU.

Seront documents contractuels pour le présent marché :

- les CCTG pour leurs fascicules approuvés par décret et figurant sur la liste des Fascicules approuvés, applicables aux travaux du présent marché ;
- dans le cas où certains travaux du présent marché entrent dans leur domaine d'application, uniquement les documents DTU et les documents ayant une valeur de DTU devenus CCTG approuvés par décret et figurant sur la liste des Fascicules approuvés ;
- les Règles professionnelles, Cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'AFAC puis l'APSAD ;
- tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie des ouvrages.

Les DTU et les documents ayant valeur de DTU non approuvés CCTG mentionnés dans le CCTP, ne sont donnés qu'à titre indicatif et non contractuel.

Caractère contractuel des CCTG

Les fascicules du CCTG cités comme « Documents contractuels » dans le CCTP du présent marché, ont un caractère contractuel pour l'exécution du présent marché. Uniquement les clauses, spécifications et prescriptions concernant :

- Pour les matériaux et produits fournis par l'entrepreneur :

- la qualité et les caractéristiques ;
- les tolérances dimensionnelles et autres ;
- les contrôles de conformité à la livraison.

- Pour l'exécution des travaux :

- les règles de mise en œuvre et d'exécution ;
- les tolérances sur les ouvrages finis ;
- les contrôles des ouvrages ;
- les conditions de réception des travaux ;

Ceci sauf spécifications contraires explicite dans le CCTP.

À l'exclusion des clauses, spécifications et prescriptions concernant :

- La consistance des prestations ;
- Le mode d'évaluation des travaux ;
- plan d'organisation de la qualité et cadre-type ;
- les transports des matériaux ;
- et en général toutes les clauses, spécifications et prescriptions contraires à celles du CCTP ainsi que celles à caractères administratif et financier pouvant mettre en cause le caractère forfaitaire du marché.

Caractère contractuel des DTU

Les DTU cités comme « Documents contractuels » dans le CCTP du présent marché, ont un caractère contractuel pour l'exécution du présent marché :

- toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc.

À l'exclusion :

- de toutes les clauses à caractères administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché.

Autres documents contractuels

Il est rappelé que, en dehors des cas cités ci-dessus, tout autre texte (norme expérimentale, DTU, mémento) peut être rendu applicable par la voie contractuelle.

Obligations par les assureurs du respect des DTU.

L'association française des assureurs construction (AFAC), intégrée depuis le 22 mai 1996 dans l'APSAD (Assemblée plénière des sociétés d'assurances dommages), a défini qu'était couvert dans le cadre du contrat de responsabilité décennale en risque normal :

— un ouvrage traditionnel réalisé par une entreprise qualifiée dans le cadre des spécifications des DTU, ou autres documents reconnus par l'AFAC et maintenant l'APSAD.

Il est rappelé qu'en dehors de toute obligation contractuelle ou réglementaire, le Code des assurances prévoit que « l'assuré est déchu de tout droit à garantie en cas d'observation inexcusable des règles de l'Art, telles qu'elles sont définies par les réglementations en vigueur, les documents techniques unifiés ou les normes... » (article A.243.1).

Normes

Les différents types de normes à respecter sont les suivants :

- NF : norme française homologuée.
- NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne.
- NF EN ISO norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale.
- NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale.
- FD ISO : fascicule de documentation d'origine internationale.

Remarque

- Le préfixe NF signifie norme homologuée.
- Le préfixe XP ou l'absence de préfixe signifie norme expérimentale.
- Le préfixe FD ou l'absence de préfixe signifie Fascicule de documentation.
- L'indice DTU P signifie Statut originel de DTU.

Règles de calcul non DTU

Ces règles seront à respecter dans le cas où elles sont mentionnées dans les documents particuliers du marché (CCTP).

Documents du CSTB

Les Cahiers des prescriptions communes (CPT) ainsi que les autres documents du CSTB mentionnés dans les documents particuliers du marché (CCTP) sont à respecter.

Avis techniques

Les matériaux, équipements ou procédés de construction nouveaux, non couverts par les DTU et normes, peuvent faire l'objet de procédure d'Avis technique, avec certificat de suivi et de marquage.

Pour tous les matériaux, équipements ou procédés de construction faisant l'objet d'une procédure d'Avis technique, les assureurs ne prennent en garantie que ceux titulaires de cet Avis technique.

Dans certains cas, les assureurs peuvent, en plus de l'Avis technique, imposer des conditions particulières.

Dans le cas de mise en œuvre de matériaux, équipements ou procédés de construction soumis à Avis technique, l'entrepreneur aura intérêt à prendre contact avec son assureur à ce sujet.

Au sujet des Avis techniques, le CCAG norme NF P 03-001 susmentionnée stipule :

8.1.4.— L'emploi de matériaux, procédés, éléments ou équipements non traditionnels est subordonné à l'existence d'un Avis technique favorable en vigueur délivré en application de l'arrêté du 2 décembre 1969 ou, à défaut, à un accord expressément constaté des parties.

Procédure ATEx

Dans le cas d'un matériau, équipement ou procédé de construction nouveau ne faisant pas l'objet d'une procédure d'Avis technique, l'obtention d'un Avis technique exigé par les assureurs doit être demandé par l'entrepreneur.

Le délai d'obtention de cet Avis technique étant très long, l'entrepreneur pourra faire appel à une autre procédure dite procédure ATEx — Appréciation technique d'expérimentation.

Cette procédure ATEx aboutit dans un délai de l'ordre de deux mois à compter de la présentation du dossier auprès du CSTB.

Règles ou recommandations professionnelles

Certains organismes professionnels ont édicté des Règles professionnelles ou des recommandations professionnelles, qui définissent et précisent, en l'absence de DTU spécifique, les règles de l'Art et les modalités d'exécution de leur domaine.

Le respect de ces Règles ou recommandations, sauf pour celles figurant sur la liste de l'APSAD, n'a pas de caractère obligatoire, sauf mention expresse dans les documents particuliers du marché.

Avis de chantier

Procédure d'urgence d'agrément d'un matériau ou procédé de construction nouveau, dite « Avis de chantier ».

S'il s'avère impératif de mettre en œuvre sur le chantier pour l'une ou l'autre raison, un matériau ou procédé de construction nouveau non prévu à l'origine, l'entrepreneur doit engager une procédure d'urgence d'agrément pour obtenir un « Avis de chantier » qui peut être établi par un organisme de contrôle agréé.

Les frais de cette procédure sont à la charge de l'entrepreneur dans le cas où il est le responsable de cet impératif de remplacement de matériau ou procédé de construction, dans le cas contraire, ils sont à la charge du maître d'ouvrage.

Règles ou prescriptions de mise en œuvre

Les règles ou prescriptions de mise en œuvre ou le Cahier des charges de mise en œuvre établi par le fabricant devra toujours être respecté par l'entrepreneur.

Agréments ou procès-verbaux d'essais

Les agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être exigés de l'entrepreneur pour des produits ou procédés dits « techniques non courantes » ne faisant pas l'objet d'un Avis technique ni de procédure ATEx, ni d'autre agrément.

Ces agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être établis par des organismes agréés tels que le CEBTP, le LNE, le Bureau Veritas, etc.

2. RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE

Les directives européennes s'imposent aux états membres quant à leurs objectifs. Elles sont applicables aux travaux des présents marchés pour toutes celles qui ont été transposées pour qu'elles deviennent applicables dans l'ordre juridique français.

Ci-dessous la réglementation générale et les CCTP des différents lots précisent la réglementation applicable pour chacun des lots.

Directive « Produits de construction »

Directive 89/106/CEE du 21 décembre 1988, modifiée par la directive 93/68/CEE du Conseil du 22 juillet 1993, transposée en France par le décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 — JO du 14 juillet 1992, remanié par le décret n° 95-1051 du 20 septembre 1995 — JO du 27 septembre 1995.

Le décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 est intitulé : décret n° 92-647... concernant l'« Aptitude à l'usage des produits de construction ».

Un « Produit de construction » est défini comme suit par la directive : tout produit fabriqué en vue d'être incorporé, assemblé, utilisé ou installé de façon durable dans des ouvrages tant de bâtiment que de génie civil.

La Directive impose six exigences essentielles auxquelles doivent répondre les ouvrages dans lesquels ces « Produits de construction » sont incorporés :

1. Résistance mécanique et stabilité.
2. Sécurité en cas d'incendie.
3. Hygiène, santé et environnement.
4. Sécurité d'utilisation.
5. Protection contre le bruit.
6. Économie d'énergie et isolation thermique.

Marquage CE

Le marquage CE indique que le produit est conforme aux normes nationales applicables qui transposent les normes harmonisées, à un agrément technique européen ou à l'une des spécifications techniques nationales indiquées à l'article 4-3 de la directive et que le système d'attestation de conformité établi par la décision de la Commission concernant le produit a été appliqué (le marquage CE ne remplace pas les marques de qualité, l'objet du marquage CE est de répondre aux exigences réglementaires et d'assurer la libre circulation des produits en cause dans l'Espace économique européen).

Guides d'agréments techniques européens

Ils sont établis par l'EOTA et confirment l'aptitude à l'usage de produits de construction.

Agréments techniques européens (ATE)

Établis par l'EOTA, ils sont généralement délivrés après la rédaction d'un « Guide d'agrément européen » d'un produit de construction, en principe pour les produits non normalisés (comme les Avis techniques en France).

Euro-agréments

Les euro-agréments sont établis par l'UEAtc : procédure qui constitue un prolongement des agréments nationaux existants (ne doivent pas être confondus avec les Agréments techniques européens).

Attestation de conformité

Les produits qui font l'objet d'une attestation de conformité sont présumés conformes aux spécifications techniques au sens de l'article 4 de la directive. Cette conformité est établie au moyen

d'essais ou d'autres vérifications sur la base des spécifications techniques, conformément à l'annexe III de la Directive.

Normes harmonisées

Les normes européennes harmonisées, dont les références sont publiées au Journal officiel des Communautés européennes (JOCE) définissent les spécifications techniques dont les professionnels ont besoin pour produire et mettre sur le marché des produits conformes aux exigences essentielles.

La conformité à ces normes n'est pas obligatoire mais les administrations nationales sont obligées de reconnaître aux produits conformes aux normes harmonisées, une présomption de conformité aux exigences essentielles.

Règles de calcul « Eurocodes »

Les neuf règles de calcul Eurocode seront considérées base des hypothèses de calcul par le titulaire

Euroclasses

Classification pour la « résistance au feu » et pour la « réaction au feu » des matériaux

Sans objet pour les travaux des présents marchés, sauf cas particuliers.

3. MATÉRIAUX ET PRODUITS

Nature et qualité des produits en général

Les matériaux et produits devant être mis en œuvre dans les ouvrages du marché du présent lot, devront impérativement répondre aux conditions et prescriptions ci-après.

Les matériaux et produits prévus dans les DTU (CCTG), ou faisant l'objet de normes NF ou EN ou ISO, devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Les matériaux et produits dits « non traditionnels », non prévus dans les DTU (CCTG) et ne faisant pas l'objet de normes NF ou EN ou ISO, devront selon le cas :

- faire l'objet d'un Avis technique ou d'un agrément technique européen ;
- être admis à la marque NF ;
- être titulaire d'une certification ou d'un label ;
- avoir reçu un Avis de chantier (procédure d'urgence).

Pour les matériaux et produits n'entrant dans aucun des cas ci-dessus :

- la procédure d'obtention de l'Avis technique devra être lancée par l'entrepreneur ;
- dans le cas où cette procédure d'obtention de l'Avis technique exigerait un délai trop long, l'entrepreneur pourra faire appel à une autre procédure dite « procédure ATEx » (Appréciation technique d'expérimentation), qui aboutit dans un délai de l'ordre de deux mois à compter de la date de présentation du dossier au CSTB.

À défaut, dans le cas où le délai d'exécution contractuel ne permettrait pas le lancement de cette procédure, l'entrepreneur pourra demander à ses assureurs et au bureau de contrôle le cas échéant, l'accord sur le matériau ou le produit concerné, en présentant toutes justifications apportant les preuves de son aptitude à l'emploi et son équivalence.

En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas mettre en œuvre un matériau ou un produit qui ne serait pas pris en garantie par ses assureurs.

Les produits « tout prêts » du commerce devront être livrés sur chantier dans leur emballage d'origine. Cet emballage comportera tous les renseignements voulus.

Produits certifiés — Marques de qualité

La certification des produits est codifiée dans le Code de la consommation (Livre 1, Titre 1, Chapitre 5 : Parties législative et réglementaire).

De nombreux produits, matériaux, équipements, etc., ont fait l'objet d'une certification ou d'une marque de qualité.

Ces produits certifiés comportent un marquage clairement visible avec le sigle correspondant NF, ATG, QUALIF, ACERFEU, etc., ainsi que CE.

Ces marques de qualité sont exigées dans tous les cas pour les marchés publics.

• Par les organismes de contrôle technique et les assureurs :

— soit la certification, soit des justifications apportant les preuves que le produit est équivalent, ces justifications étant à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.

Choix des matériaux et produits

Selon le cas, le choix des matériaux et produits à mettre en œuvre est du ressort du maître d'œuvre, ou à proposer par l'entrepreneur.

Produit défini par le maître d'œuvre par une marque nommément désignée « ou équivalent. »

S'agissant, non pas de spécifications techniques ou de normes, mais de « marques », le principe est leur interdiction afin d'éviter toute discrimination ou pratique anticoncurrentielle limitant l'égal accès des sociétés à la commande publique.

Cependant, une marque peut être mentionnée dès lors qu'elle l'est à titre purement indicatif, qu'elle ne servira pas de justification pour éliminer des candidats, et qu'elle est accompagnée de la mention « ou équivalent ».

L'entrepreneur aura toujours la faculté de proposer au maître d'œuvre un produit d'une autre marque en apportant la preuve que ce produit est équivalent en tant que tenue dans le temps, robustesse, résistance, tenue des teintes, aspect du fini, possibilité de nettoyage, etc. L'acceptation du maître d'œuvre des matériaux ou produits proposés par l'entrepreneur devra faire l'objet d'un accord écrit.

Produit à proposer par l'entrepreneur

L'entrepreneur proposera à l'agrément du maître d'œuvre les produits en fonction du résultat souhaité, des contraintes techniques, permettant d'atteindre les performances, tenue dans le temps, aspect du fini, etc., voulus.

Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre. Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment :

- nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation ;
- conditions particulières rencontrées pour le chantier ;
- compatibilité des matériaux entre eux.

Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères ci-dessus. Dans le cas contraire, il fera par écrit au maître d'œuvre les observations qu'il jugera utiles.

Le maître d'œuvre prendra alors les décisions à ce sujet.

4. RÉGLEMENTATIONS ET DOCUMENTS CITÉS DANS LES CCTP

Connaissance des réglementations et des documents contractuels

Chaque entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les DTU et CCTG, il faut entendre tous les fascicules, additifs, amendements, errata, modificatifs, etc., connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes dans le CCAP.

Dates de prise d'effet des CCTG, DTU, normes, etc.

Pour les marchés publics — article 3.11 du CCAG :

- les textes des CCTG et CCAG à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix défini au 45 de l'article 10.

Par extension, il est ici formellement stipulé que pour les autres documents contractuels cités, les dates de prises d'effet seront les mêmes que celles ci-dessus, sauf indication contraire portée dans le document.

Les textes législatifs ne peuvent être mis en application qu'après publication au JO (à moins que le législateur n'ait expressément prévu une autre date de mise en vigueur). Les textes réglementaires peuvent être applicables dans un certain délai après sa parution au JO ou à une date précisée.

Remarque

Dans le cas éventuel de divergence ou discordance implicite ou explicite entre les spécifications du CCTP et les clauses et prescriptions des DTU/CCTG et des normes, il est précisé :

En ce qui concerne les CCTG, DTU ou normes :

— pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc., ce sont les prescriptions des DTU et des normes qui prévaudront ;

--pour toutes les clauses à caractères administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ce sont les clauses du CCTP qui prévaudront.

Pour ce qui est des textes « Consistance des travaux » ou autres textes ayant le même objet, figurant dans les DTU/ CCTG, ce sont toujours les spécifications du CCTP qui prévaudront.

III. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de la présente opération est constitué de plusieurs documents, à savoir :

- les clauses communes à tous les lots : présent document ;
- les Cahiers des clauses techniques particulières : un document par lot.

L'ensemble de ces documents même matériellement dissociés, constitue un ensemble et forme le CCTP contractuel.

Ce CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur la soumission ou sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

Chacun des entrepreneurs participant à l'opération est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le CCTP contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant et notamment les CCTP de tous les lots.

À ce sujet, il est formellement stipulé qu'en aucun cas, un entrepreneur ne pourra opposer entre eux les différents documents constituant le CCTP contractuel.

En tout état de cause, il est précisé que dans le cas éventuel de divergences implicites ou explicites entre ces documents, la décision sera du ressort du maître d'œuvre.

IV. CONTENU DU PRIX DU MARCHÉ

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés, avant la remise de leur offre :

Avoir pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites et lieux et des terrains d'implantation, des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.

- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.

- Avoir procédé à une visite détaillée des lieux et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, en accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venues d'eau, etc.), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication, de transport, lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eaux, installations de chantiers, éloignement des décharges publiques ou privées, accès et pistes de chantiers, etc.).

- Avoir pris connaissance :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de la présence de canalisations, conduites ou câbles de toute nature, ainsi que des travaux nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;

--de la réalisation simultanée d'autres ouvrages, ou de toute autre cause.

- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par le CCTP, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels près du maître d'œuvre et le cas échéant du bureau de contrôle, et du bureau d'études techniques, et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (services de l'Équipement, services municipaux, service des Eaux, Électricité de France, Gaz de France, services de sécurité, de télécommunication, câble télédistribution, etc.).

Les entreprises peuvent utiliser les voies de circulation et d'accès qui auraient été construites préalablement aux travaux. Elles devront en assurer l'entretien permanent et faire procéder, le cas échéant, à leur réfection en fin de chantier par une entreprise qualifiée, et ce à leurs frais. Les prix s'entendent pour les travaux terminés dans les règles de l'Art.

Le prix du marché comprend toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages confiés, y compris tous les frais, prévus ou non, pour arriver au parfait achèvement des travaux, sans aucune exception ni réserve, tous les travaux nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages, les charges financières relatives aux exigences du bureau de contrôle, le cas échéant l'obtention des consuels, le cas échéant l'essai des équipements tels que prévus aux Avis techniques et au CCTP et les frais de compte prorata et interentreprises, et ne saurait être modifié pour quelque cause que ce soit. Le prix comprend également les études, notes de calcul et plans.

Il comprend toutes les taxes fiscales et parafiscales en vigueur.

V. RÉGLEMENTATIONS CONCERNANT LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ DES OUVRIERS

Sécurité et protection de la santé sur les chantiers

Les chantiers sont soumis en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet.

Sauf dans le cas d'intervention d'un seul entrepreneur sur toute la durée du chantier, un coordinateur interviendra.

Les entrepreneurs seront contractuellement tenus de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés.

Sécurité des ouvriers lors des travaux de terrassements

L'entrepreneur doit prendre toutes dispositions pour respecter la réglementation à ce sujet, dont notamment le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 — Titre 4, et plus particulièrement les points suivants :

- Article 64 : « Avant tous travaux de terrassement à ciel ouvert, s'assurer auprès des services de voirie et des propriétaires de terrains de la présence de canalisations, vieilles fondations, terres rapportées, etc. Dans le cas de présence de canalisations, l'article 178 du décret du 8 janvier 1965 oblige la signalisation de celles-ci et la présence d'un surveillant afin que la pelle mécanique ne s'approche pas à moins de 1,50 m de celles-ci ».

- Article 66 : « Les fouilles de plus de 1,30 m de profondeur de largeur inférieure aux 2/3 de la hauteur doivent être blindées. Ces blindages doivent suivre l'avancement des travaux ».
- Article 73 : « Il faut aménager une berme de 40 cm, dégagée en permanence de tout dépôt ».
- Article 75 : « Les fouilles en tranchées ou en exécution doivent comporter les moyens nécessaires à une évacuation rapide des personnes, par exemple une échelle à proximité de la zone de travaux ».
- Article 76 : « Lorsque les travailleurs sont appelés à franchir une tranchée de plus de 40 cm de largeur, des moyens de passage doivent être mis à leur disposition ».

Protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante

Pour tous les travaux pouvant exposer les ouvriers à des risques d'inhalation de poussières d'amiante, matériaux contenant de l'amiante tels que tuyaux, regards, gaines, etc., en fibrociment et autres, l'entrepreneur doit prendre toutes dispositions pour respecter les réglementations en vigueur.

1. PASSERELLES - PROTECTIONS - ETC. DES TRANCHÉES

Les entrepreneurs auront à leur charge dans le cadre des prix de leur marché, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité au droit des tranchées de canalisation et des changement d'altimétrie non nécessaires pendant la période du chantier et causant des risques de chute, notamment :

- toutes les passerelles avec ou sans garde-corps, selon le cas ;
- toutes les barrières, garde-corps et autres protections nécessaires ;
- la signalisation de jour et de nuit, et tous autres équipements de sécurité qui s'avéreraient nécessaires.
- les entrepreneurs du présent marché auront en plus à enlever, à leurs frais, tous les ouvrages provisoires et installations réalisés par leurs soins en début de chantier ;
- ces entrepreneurs auront également à enlever toutes les installations de chantier communes, bureaux de chantier etc. réalisés par leurs soins en début de chantier.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des entrepreneurs ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

VI. OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS

Les entrepreneurs devront respecter tous les règlements et décrets généraux ou particuliers, applicables aux travaux du marché.

Ils devront prendre contact en temps utile avec les services compétents et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient leur être imposées pour l'exécution de leurs travaux.

Ils supporteront toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment celles qui résultent des règlements de police en vigueur ou à intervenir, qui se rapportent plus particulièrement à la barrière sur rue, aux clôtures sur chantier, au gardiennage du chantier et à la sécurité de la circulation.

Ils poseront tous les panneaux de signalisation nécessaires, ainsi que tous éclairages de nuit, et prendront toutes les mesures utiles en vue de prévenir les usagers du danger qu'ils peuvent encourir aux abords du chantier.

Toutes mesures devront être prises par les entrepreneurs pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers.

1. DÉMARCHES ET AUTORISATIONS

Il appartiendra aux entrepreneurs d'effectuer en temps utile toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation des travaux.

Les copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches devront être transmises au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

2. BRUITS DE CHANTIER

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré. À défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux seront strictement applicables. Ce point est couvert dans l'Annexe 1

3. CANALISATIONS ET CÂBLES ÉVENTUELLEMENT RENCONTRÉS

Dans le cas de rencontre de réseaux en service lors de l'exécution des travaux de démolition ou de terrassements, toutes dispositions seront à prendre par l'entrepreneur pour ne pas endommager les canalisations ou câbles rencontrés.

Dès localisation d'un de ces ouvrages, l'entrepreneur devra immédiatement en avvertir le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre et le service concessionnaire concerné.

L'entrepreneur devra assurer la sauvegarde et la protection de ces ouvrages rencontrés pendant toute la durée nécessaire en accord avec le service concerné, sans que ces prestations puissent donner lieu à un supplément de prix.

4. LIAISON ET COORDINATION INTERENTREPRISES

La liaison et la coordination entre les différentes entreprises concourant à la réalisation des travaux de VRD devront être parfaites et constantes avant et pendant la durée des travaux.

Cette coordination devra être effectuée par le maître d'œuvre. Il sera seul juge de la forme et des moyens à employer pour obtenir une coordination efficace.

5. LIAISON AVEC LES ENTREPRISES DE BÂTIMENT

La liaison entre les entreprises des différents lots du présent marché, dont les travaux sont liés, devra être assurée directement par ces entreprises.

À aucun moment durant le chantier, un entrepreneur du présent marché ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires.

6. TRAVAUX SOUS-TRAITÉS

Dans le cas où il est prévu dans le marché des travaux pour lesquels l'entreprise titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle requise, les travaux concernés devront être sous-traités par une entreprise possédant la qualification voulue.

Le choix du sous-traitant sera à soumettre au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre pour acceptation.

Cette sous-traitance se fera dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur à ce sujet et précisée dans le CCAP du présent marché.

7. SALISSURES DU DOMAINE PUBLIC

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc. du domaine public et de l'emprise, devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

8. PROPRETÉ DU CHANTIER - NETTOYAGES

Le chantier devra toujours être tenu en état de propreté correct.

Les terres ne devant pas être réemployées et les gravats devront être évacués du chantier au fur et à mesure.

Une fois par semaine, un nettoyage général du chantier devra être effectué.

En fin de travaux, le nettoyage final de mise en service sera à effectuer.

9. REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravats et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

— chaque entrepreneur enlèvera ses propres installations et matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais ;

VII. PIÈCES À FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

Avec son offre

L'entrepreneur devra fournir en annexe à son offre les pièces suivantes en un exemplaire :

— un devis estimatif détaillé présenté et articulé en harmonie avec les différents postes du CCTP ;

— une documentation détaillée de tous les matériels, appareillages, etc., s'ils sont différents de ceux mentionnés à titre indicatif au présent CCTP ;

— une notice énumérant les conditions de mise en œuvre particulières entraînant des contraintes particulières pour les corps d'état « bâtiment », le cas échéant ;

— toute autre pièce que l'entrepreneur jugera utile à l'appui de son offre.

Dans le cas de matériels ou équipements particuliers :

- une documentation avec toutes les caractéristiques techniques ;
- une liste de références de ces matériels ou équipements.

Avant et en cours de travaux

Plans et notes de calcul, le cas échéant, selon précision à l'article suivant.

En fin de travaux

Dans le délai fixé par le CCAP, ou, à défaut huit jours avant la date fixée pour la réception, l'entrepreneur devra fournir le dossier des ouvrages exécutés.

Ce dossier sera à fournir en trois exemplaires. Ce dossier comprendra obligatoirement :

- une note décrivant les travaux réalisés avec leurs caractéristiques techniques ;
- une nomenclature de tous les matériels et équipements installés avec leur marque, type et caractéristiques ;
- les notices de conduite et d'entretien des installations ;
- une nomenclature des pièces de rechange devant être approvisionnées.

Ce dossier comprendra également :

- toutes les pièces écrites et tous les plans d'exécution, notes de calcul, etc. mis conformes à l'exécution ;
- le plan de recollement général.

1. ÉTUDES TECHNIQUES - PLANS D'EXÉCUTION

Selon stipulations du CCAP, les études techniques et les plans d'exécution seront à la charge de l'entrepreneur :

- établissement de toutes les études et notes de calcul sur la base de la réglementation et des normes applicables ;
- établissement de tous les plans d'exécution nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages.

L'entrepreneur aura toujours à sa charge l'établissement des plans et détails de mise en œuvre et de montage sur chantier, ainsi que les plans de réservation, le cas échéant.

• Les plans et détails de mise en œuvre et de montage sur chantier devront faire apparaître tous les détails et points particuliers de l'exécution que le maître d'œuvre jugera utiles à la bonne marche du chantier.

• Le cas échéant, les plans de réservation seront à établir par le présent lot et à mettre au point ensuite en accord avec le (ou les) lot(s) « bâtiments » concerné(s).

Ces pièces seront à remettre au maître d'œuvre en trois exemplaires + un exemplaire reproductible.

2. PLANS DE RECOLLEMENT

Les plans de recollement seront à établir par l'entrepreneur, à l'échelle 1/1000

Sur ces plans figureront tous les ouvrages du marché.

Sur ces plans figureront, en particulier, tous les accessoires du réseau, ainsi que le tracé de ce dernier. Tous les ouvrages rencontrés au cours de l'ouverture des tranchées seront indiqués. Les renseignements concernant les passages difficiles seront complétés par des coupes et des profils.

Les canalisations et les réseaux seront cotés en profondeur.

Le titulaire fournira

L'établissement des plans de recollement n'est pas rémunéré par un prix spécial. Celui-ci est implicitement compris dans les prix du marché et devra contenir:

- Plans et schémas : avoir une visualisation en image des travaux réalisés. Ils doivent être les plans des ouvrages exécutés et non les plans marché ou plan d'exécution des ouvrages.
- Fiches produits : c'est la fiche commerciale d'un produit, elle donne les principales caractéristiques de ce produit mais sans entrer dans le détail. Attention, ne doivent être présente que les fiches acceptées par OS
- Fiche technique : c'est la fiche détaillée des produits avec les coupes, éclatés, et caractéristiques détaillées. La fiche technique ne doit pas être un catalogue, en effet les entreprises donnent trop souvent le catalogue du fabricant alors que l'on a besoin que de 2 ou 3 produits. Attention, ne doivent être présente que les fiches acceptées par OS
- Notes de calcul : voir sur quelle base ou quelle réglementation l'entreprise a fait les calculs.
- Avis contrôleur technique (CT) ou contrôleur système sécurité incendie (CSSI) : c'est la conformité des installations, notes de calcul réalisés au moment de l'exécution des travaux.
- Le diagnostic technique amiante (DTA) du bâtiment : Eviter les doublons de Repérage Amiante Avant Travaux (RAAT) pour les futurs travaux grâce à la fourniture des mesures d'empoussièrement et/ou aux mesures libératoires.
- Procès-verbaux : c'est la conformité des matériels, fournitures au moment de leurs poses

3. IMPLANTATIONS - PIQUETAGES

Le plan général d'implantation précisant la position des ouvrages en planimétrie et en altimétrie par rapport à des repères fixes sera proposé par l'entrepreneur sur la base du plan de géomètre demandé plus haut. Il sera soumis à validation du maître d'œuvre.

L'entrepreneur aura à effectuer à ses frais le piquetage général pour reporter sur le terrain la position des ouvrages définie par le plan général d'implantation.

Ce piquetage se fera au moyen de piquets numérotés solidement ancrés dans le sol, dont les têtes sont raccordées en plan et en altitude aux repères fixes mentionnés ci-dessus.

L'entrepreneur établira un plan de piquetage sur lequel sera portée la position des piquets, le fond de ce plan pourra être le plan général d'implantation visé ci-dessus.

L'entrepreneur fera à ses frais approuver le piquetage général par le géomètre agréé par le maître de l'ouvrage, ou par tout autre service habilité.

L'entrepreneur sera tenu de veiller à la bonne conservation des piquets et de les rétablir ou de les remplacer en cas de besoin, pendant toute la durée nécessaire.

Lors de l'exécution des travaux, l'entrepreneur sera tenu de compléter le piquetage général par autant de piquets qu'il sera nécessaire. Ces piquets complémentaires devront pouvoir être distingués de ceux du piquetage d'origine.

L'entrepreneur sera seul responsable des piquetages complémentaires.

Annexe 1- Bruits de chantier

1. REGLEMENT SANITAIRE DEPARTEMENTAL TYPE

Le règlement sanitaire départemental type (circulaire du 9 août 1978) indique, dans son article 101.3, que :

« Devront faire l'objet d'une autorisation et de dispositions réglementaires prises par l'autorité locale les travaux exécutés de jour et de nuit dans des zones particulièrement sensibles du fait de la proximité d'hôpitaux, d'établissements d'enseignement et de recherche, de crèches, de maternités, de maisons de convalescence et de retraite, ou autres locaux similaires. Dans ce cas, pourront être désignés par l'autorité locale un emplacement particulièrement protégé pour les engins ou des dispositifs d'utilisation ou de protection visant à diminuer l'intensité du bruit qu'ils émettent ».

2. PRESCRIPTIONS ESSENTIELLES CONCERNANT LES BRUITS DE CHANTIER

Obligations de résultat

Dans le cadre contractuel de leurs marchés, les entrepreneurs seront tenus à une obligation de résultat.

Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier, pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Le maître d'ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires et en cas d'infractions les entrepreneurs devront immédiatement prendre les dispositions qui s'imposent.

Contrôles permanents dans les cas sensibles

Dans le cas où le chantier se trouve très proche d'un environnement sensible, le contrôle des niveaux de bruits de chantier devra être permanent.

Ce contrôle permanent pourra être réalisé par la mise en place de capteurs sur la façade du bâtiment sensible, qui vérifient en permanence que le niveau sonore ne dépasse pas le niveau réglementaire.

Sanctions

Des sanctions peuvent être prises contre les entrepreneurs, fixées par le décret du 18 avril 1995 sur la lutte contre les bruits de voisinage, lorsqu'il est porté atteinte à la tranquillité des riverains.

Les sanctions pécuniaires sont entièrement à la charge de l'entrepreneur sanctionné.

Coûts des dispositions à prendre pour respecter les différentes réglementations en matière de bruits de chantier

Ces coûts restent à la charge de chaque entreprise, ils sont implicitement compris dans le prix du marché.

Ils ne pourront en aucun cas être portés au compte prorata.

3. SOLUTIONS OPÉRATIONNELLES CONCERNANT LES BRUITS DE CHANTIER

Pendant la période de préparation

La préparation du chantier permet des progrès très importants. Du fait, il est possible, même facile, d'inclure le problème du bruit dans une réflexion qualité sur le chantier, au même titre que la sécurité, par exemple.

Le premier bénéfice de ce type de démarche est d'éviter les travaux inutiles de type reprise ou destruction d'ouvrages, toujours coûteux, difficiles et bruyants : ils nécessitent souvent la mise en place d'un compresseur et d'un marteau pneumatique ou d'une scie à diamants. Un chantier « zéro bruit » sera avant tout un chantier « zéro reprise ».

Les autres idées qui peuvent se dégager, notamment pendant la phase de préparation de chantier, seront simples et organisationnelles : éviter de poster la centrale à béton à côté d'une zone sensible, éviter de percer pendant les horaires où cela gêne le plus, etc.

Ainsi, maîtriser les nuisances acoustiques générées vis-à-vis du personnel du chantier et de son voisinage peut être obtenu en supprimant les bruits « non nécessaires » : les bruits de marteaux-piqueurs pour le piquage des erreurs de bétonnage, les coups de masse pour nettoyer les cuves ou trémies des centrales à béton mal entretenues, les bruits issus d'utilisations inadaptées des engins et matériels, ainsi que les coups de marteaux pour desserrer les écrous à ailettes des branches qui peuvent être remplacés par des écrous vissés.

Pour chacun de ces points, on peut faire des scénarios : que puis-je faire pour améliorer cette solution ? Une solution de remplacement est-elle plus avantageuse ? Bien sûr, ces analyses comparatives se doublent d'une approche économique. Généralement, il est possible de faire des progrès sensibles en adaptant tel ou tel mode opératoire. Notons que le critère économique n'est pas le seul pertinent. En effet, le bruit fait partie du chantier, au même titre que son activité. Le message de réduction du bruit peut parfois être difficile à faire passer sur le chantier, et ce sujet doit faire l'objet de sensibilisations soigneuses.

La maîtrise de ces nuisances, qui implique un effort de sensibilisation du personnel d'encadrement et d'exécution des tâches, n'entraîne pas dans la plupart des cas des surcoûts et va dans le sens de l'amélioration de la qualité et des délais de réalisation des travaux.

Sensibilisation et suivi du personnel

La communication associée à la mise en œuvre d'actions de réduction des nuisances en conditionne largement l'efficacité. Les gestes qui en découlent sont nouveaux et parfois inhabituels, aussi la sensibilisation et la formation du personnel à ces nouvelles préoccupations et pratiques sont fondamentales. Investis d'une nouvelle charge qu'ils peuvent ressentir comme une contrainte supplémentaire, il faut les responsabiliser et les valoriser par la plus-value qu'ils apportent.

Matériel

Il faut chercher à réduire en priorité les niveaux du bruit généré par les engins et matériels très bruyants. Ainsi, les engins et matériels pneumatiques ont souvent été remplacés par leurs équivalents électriques, ce qui supprime les compresseurs à moteur thermique, source de bruit continue et importante en l'absence d'insonorisation. S'ils présentent un surcoût notable à l'achat et présentent des problèmes d'utilisation par temps de pluie, on a cependant pu, dans le cas des vibreurs par exemple, abaisser l'émission sonore du poste de travail et ils sont également plus maniables.

Par ailleurs, les engins et matériels utilisés pour le chantier peuvent être insonorisés. Cela a notamment été le cas des marteaux-piqueurs, ainsi que des centrales à béton.

Les fabricants d'engins et de matériels de chantier modifient leurs produits sous des contraintes réglementaires.

Information des riverains

Il est évident que l'entreprise réalise ses travaux dans les limites imposées par les réglementations municipales. Mais même dans ce cadre, une évidence est souvent oubliée : un bruit avoué, et surtout prévu, est à moitié pardonné. Il est évident que l'usager qui connaît l'heure et la durée du bruit l'acceptera mieux que s'il ne sait pas quand il prendra fin. Cela est d'autant plus vrai que les usagers sont proches du chantier et sensibles au bruit.

Au-delà des enseignements techniques développés ci-dessus, les expérimentations « chantiers verts » ont montré l'importance de communiquer avec son environnement. Tenus informés de ce qui se passe sur le chantier (destination et architecture du bâtiment, durée des phases les plus bruyantes ou les plus salissantes, nature des travaux, etc.), les riverains s'impliquent dans le processus de construction et sont donc plus naturellement indulgents vis-à-vis des phases les plus perturbantes de leur vie quotidienne. Par ailleurs, ils sont rassurés sur le respect temporaire de ces gênes et sur leur « utilité ».

Les idées à mettre en place sont simples : prendre contact avec le maître d'œuvre qui communique aux usagers, évaluer les moments où ils seront le plus gênés, les prévenir.

Annexe 2 Déchets de chantier

1. PRESCRIPTIONS ESSENTIELLES CONCERNANT LES DÉCHETS DE CHANTIER

Les déchets générés lors des travaux doivent être gérés par le titulaire conformément au code de l'environnement livre V. La classification des déchets dangereux sera conforme à l'article R541-8 et l'élimination conforme aux articles R541-42 à R541-61. Il devra assurer pendant toute la durée du chantier, le tri, le stockage et l'évacuation des déchets conformément au schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED).

Le titulaire élaborera le SOGED au cours de la période de préparation qui fera l'objet d'une validation par le maître d'œuvre.

Au travers du SOGED, le titulaire s'expose et s'engage sur :

- La nature et la quantité exacte des déchets,
- Le tri sur le chantier des différents déchets de chantier à évacuer (bennes, stockage, emplacement sur le chantier des installations, etc.),
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- L'information du maître d'œuvre, en phase travaux, quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents types de déchets,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux,
- Le suivi et traçabilité des déchets (bons d'enlèvements BSD, BSDI),
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents de gestion des déchets.

La démarche environnementale impose que les filières de valorisation soient connues de la maîtrise d'ouvrage. Dans ce cadre, le titulaire indiquera à la maîtrise d'ouvrage les filières retenues ainsi que le pourcentage des matériaux valorisés (en masse et en volume).

Le titulaire doit être enregistré sur la plateforme Trackdéchets comme imposé par l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Trackdéchets est un outil numérique gratuit à l'adresse <https://trackdechets.beta.gouv.fr>, développé par le Ministère de la Transition Écologique, sous un format innovant d'amélioration continue par la donnée et les usages.

Les bordereaux de suivi de déchets sont réalisés de façon dématérialisée via la plateforme Trackdéchets, afin d'établir la traçabilité complète des bennes jusqu'à la destination finale des déchets.

Le suivi des évacuations du chantier sera fait par la tenue quotidienne d'un registre d'évacuation notifiant le jour d'évacuation, le type de matériaux évacués, le tonnage évacué, la destination du camion, la décharge, etc.

Un bilan par type de matériaux évacué pourra ainsi être dressé et tenu disponible mensuellement.

Les produits non dangereux dont l'élimination est à la charge du titulaire sont évacués vers un opérateur économique autorisé à les traiter conformément à la réglementation en vigueur. Une copie des bons d'enlèvement et des bons de pesée sera transmise à la maîtrise d'œuvre.

En ce qui concerne le nettoyage final avant réception, le titulaire doit l'enlèvement et l'évacuation des protections mises en place ainsi que le nettoyage des ouvrages ou équipements qui étaient protégés.

En cas d'accident du fait de sa négligence et du non-respect d'une des prescriptions du présent article, le titulaire en sera pleinement responsable.

Classification des décharges ou centres d'enfouissement

Les décharges ou centres d'enfouissement sont actuellement classés en 3 classes, à savoir :

Classe 1 — pour déchets dangereux, et notamment les déchets d'amiante friable.

Classe 2 — pour déchets ménagers et assimilés, et déchets de chantier non triés, sauf ceux dangereux.

Classe 3 — pour déchets inertes, ainsi que les déchets des matériaux non friables contenant de l'amiante, dans la mesure où l'installation comporte des alvéoles dédiées à cet usage.

Valorisation des déchets de chantier

Les déchets totalement ou partiellement valorisables devront, dans la mesure du possible, être valorisés selon leur nature, dans des conditions conformes à la législation :

- par réemploi ;
- par traitement de valorisation, selon le cas :
 - par l'entrepreneur dans une installation agréée ;
 - par cession par l'entrepreneur à une exploitation agréée pour assurer la gestion de déchets ;
- par valorisation produisant de l'énergie, le transport jusqu'à l'installation de traitement étant à la charge de l'entrepreneur.

Dans le cas de cession par l'entrepreneur des déchets valorisables à un tiers pour traitement, cette cession devra impérativement faire l'objet d'un contrat écrit.

Ce contrat devra notamment préciser la nature et les quantités de déchets faisant l'objet du contrat, le ou les types de valorisation, et tous les autres renseignements exigés par la réglementation.

Classification des déchets de chantier

Les déchets de chantier peuvent être classés en différentes catégories, à savoir :

- Les déchets inertes :
 - ce sont les déchets de béton, briques, tuiles, carrelages et autres matériaux ne se décomposant pas, ne brûlant pas et ne produisant aucune réaction chimique après stockage.
- Les déchets d'emballage :
 - sauf ceux pollués par les produits dangereux qu'ils ont contenus.
- Les déchets ménagers et assimilés.
- Les déchets dangereux.

Tri des déchets sur chantiers

Devront obligatoirement être triés sur chantier les déchets suivants :

- les déchets dangereux ;
- les déchets inertes ;
- les emballages.

Les déchets ménagers et assimilés seront triés sur le chantier.

Élimination des déchets de chantier après tri

- Déchets dangereux : les déchets dangereux devront être évacués dans une installation de classe 1. Avant chargement, les déchets devront être ensachés, conditionnés et palettisés filmés, dans les conditions fixées par la réglementation.
- Déchets inertes : ces déchets devront être évacués dans une installation de classe 3.
- Emballages — sauf ceux ayant contenu des produits dangereux : les emballages de chantier devront obligatoirement être valorisés par l'entrepreneur (décret n° 94-609 du 13 juillet 1994). Le mode de valorisation est laissé au choix de l'entrepreneur, selon des critères de coût ou autres. Cette valorisation pourra se faire comme il est dit à l'article « Valorisation des déchets de chantier » ci-avant.
- Emballages ayant contenu des produits dangereux: ces emballages seront évacués dans une installation de classe 1, après ensachage ou conditionnement réglementaire.
- Déchets ménagers et assimilés, non triés sur chantier : dans le cas où ils ne sont pas triés sur chantier, ces déchets seront évacués dans une installation de classe 2.

L'entrepreneur pourra également transporter ces déchets non triés à un centre de tri.

- Déchets ménagers et assimilés triés sur chantier : les déchets incinérables pourront être transportés par l'entrepreneur à une installation produisant de l'énergie.

Ceux valorisables pourront être transportés par l'entrepreneur à une installation de valorisation ou de recyclage. Les autres déchets seront évacués dans une installation de classe 2.

Il est rappelé que, conformément aux termes de la loi du 15 juillet 1975 et du Règlement sanitaire départemental, le brûlage à l'air libre de déchets est strictement interdit.

Transport des déchets

Le transport des déchets de chantier devra être effectué dans le strict respect de la réglementation qui est très précise à ce sujet.

- Déchets dangereux. Le transport des déchets dangereux devra se faire conformément à la réglementation, et notamment :

les déchets devront être ensachés ou conditionnés, et comporter l'étiquetage réglementaire ;

le véhicule, son équipement et ses papiers de bord devront répondre à la réglementation ;

le transporteur devra être habilité pour ce type de transport, et il devra respecter les instructions particulières concernant les itinéraires qu'il aura reçus de la préfecture.

Pour les déchets d'amiante friable ou de certains produits de peinture, de terres polluées ou d'hydrocarbures, le transport devra faire l'objet du « Bordereau de suivi des déchets spéciaux » conforme au modèle administratif existant.

•Autres déchets. Les autres déchets ne demandent pas de conditions particulières de transport, si ce n'est que l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions que les différentes natures de déchets ne puissent se mélanger lors du transport.

Déchets inertes utilisés pour le remblaiement de carrières ou autres

Ne pourront être utilisés pour ce remblaiement que des déchets inertes tels que déblais de terrassement et matériaux de démolition.

Ils devront avoir été expurgés de tous déchets impropres à cet usage tels que bois et autres matériaux putrescibles, plastiques et métaux, ainsi que des plâtres.

Ce remblaiement devra faire l'objet d'un bordereau de suivi conformément à la réglementation.

Ce bordereau devra préciser notamment :

—la provenance des matériaux de remblaiement, leur nature et caractéristiques, leur quantité et leur destination ;

—les moyens de transport utilisés ;

—la conformité des matériaux utilisés à leur destination.

2. RESPONSABILITÉS - IMPUTATION DES FRAIS

Responsabilité du producteur ou du détenteur

Le contrat stipule que chaque entrepreneur est producteur et détenteur des déchets produits au cours par ses soins dans le cadre du chantier couvert par le présent marché.

Si le contrat n'a rien stipulé ou s'il est contesté, le tribunal devra déterminer qui, du maître d'ouvrage ou de l'entrepreneur, est le « producteur » ou le « détenteur » des déchets.

La composition du déchet jouera un rôle très important dans l'appréciation de la responsabilité de l'entrepreneur. Si cette composition est classique ou susceptible d'être connue de l'entrepreneur compétent, ce dernier assumera les conséquences des dommages causés par le déchet.

Si, en revanche, le déchet se trouve modifié par une intervention du maître d'ouvrage qui n'en pas informé l'entreprise, ce dernier pourra éventuellement se décharger de sa responsabilité en plaçant le défaut de transfert de la garde du déchet.

Ainsi, un maître d'ouvrage techniquement compétent qui cache une partie des données à l'entrepreneur de sorte que ce dernier ne peut effectuer l'élimination des déchets dans de bonnes conditions, reste responsable.

Implications du maître d'ouvrage, maître d'œuvre et coordinateur SPS

Le maître d'ouvrage doit, à la demande des entreprises, fournir tous les renseignements nécessaires en sa possession à ce sujet.

Dans les travaux de démolition et de réhabilitation, il doit permettre aux entreprises de constater sur les lieux, les différentes natures de matériaux constituant les existants.

Le maître d'œuvre doit faciliter aux entreprises la gestion des déchets sur chantier et prévoir les emplacements nécessaires dans la mesure du possible.

Le coordinateur SPS doit, selon la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, inclure dans sa mission :

—conditions de circulation des camions sur le chantier ;

—conditions d'enlèvement des gravois et déchets.

Le plan général de coordination doit comprendre dès le début de chantier, les mesures et conditions applicables au stockage sur chantier et à l'enlèvement des déchets.

Imputation des frais de gestion, de traitement et d'élimination des déchets

Tous les frais et coûts de la gestion sur chantier, des traitements de valorisation et/ou d'élimination des déchets de chantier sont à la charge des entrepreneurs participant au chantier.

Le marché de chacun des lots comprend dans son prix forfaitaire, la prestation de traitement, de valorisation et/ou d'élimination des déchets de chantier provenant des travaux stipulés.